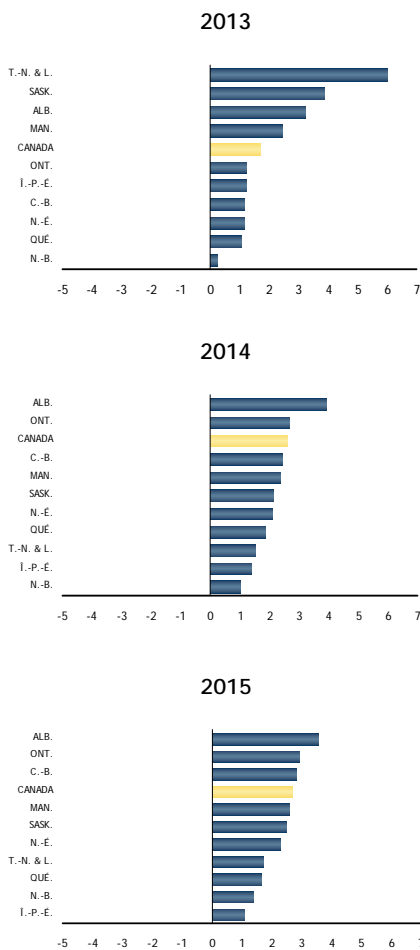


PERSPECTIVES PROVINCIALES

Décembre 2013

Croissance du PIB reel

% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique

Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Laura Cooper
 Économiste
 416-974-8593
 laura.cooper@rbc.com

L'écart de croissance entre les provinces se resserrera en 2014

- Nous prévoyons que l'économie canadienne croîtra, en 2014, à un rythme plus rapide (2,6 %) qu'en 2012 et en 2013 (1,7 %).
- Cette accélération découlera du resserrement de l'important écart observé entre les provinces en 2012 et en 2013, et non d'une hausse généralisée de la croissance.
- C'est plus particulièrement la vigueur renouvelée des provinces ayant moins bien performé, comme l'Ontario, la Colombie-Britannique, et, dans une moindre mesure, la Nouvelle-Écosse et le Québec, qui stimulera la croissance au pays en 2014.
- On s'attend à ce que les moteurs de la croissance depuis 2010 – les Provinces des Prairies – affichent le même dynamisme ; ils contribueront cependant peu à la hausse du rythme d'expansion, car on prévoit que seule l'économie albertaine s'accélélera légèrement.
- Le thème général reste que la partie ouest du Canada est le moteur de son expansion ; toutefois, à compter de 2014, l'Ontario et le Québec constitueront, à tour de rôle, la ligne de démarcation entre l'est et l'ouest.
- Le présent numéro de *Perspectives provinciales* renferme nos prévisions initiales pour 2015. Règle générale, nous prévoyons des taux de croissance du PIB réel similaires dans la plupart des cas en 2014 – l'Alberta est toujours en tête et la majorité des Provinces de l'Atlantique sont à la traîne.

Le raffermissement de l'économie américaine profitera de manière disproportionnée à des provinces ayant moins bien performé...

Une caractéristique frappante des résultats économiques provinciaux en 2012 et en 2013 a été l'énorme écart entre les régions du Canada. Les Provinces des Prairies sont allées de l'avant grâce à l'essor de leurs secteurs liés aux ressources ; l'absence de tels catalyseurs a toutefois freiné la progression de la plupart des autres provinces. Une telle disparité a limité la croissance globale du Canada à seulement 1,7 % pour chacune de ces deux années. Nous croyons que l'assainissement et le raffermissement progressif de l'économie américaine contribueront à resserrer cet écart à compter de 2014 et favoriseront la croissance globale du Canada. La hausse de la demande américaine pour des biens et services canadiens, notamment des matériaux de construction, des véhicules à moteur et d'autres types d'équipement de transport, de la machinerie, du matériel industriel et une foule d'autres biens et services, stimulera les exportations de manière disproportionnée dans les provinces suivantes : l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec – trois provinces ayant affiché des résultats économiques inférieurs en 2012 et en 2013. Nous prévoyons une accélération marquée de la croissance dans ces provinces en 2014 (passant à 2,6 %, 2,4 % et à 1,8 %, respectivement). On s'attend aussi à une hausse du rythme de croissance en Nouvelle-Écosse (2,1 %), bien que cela traduise principalement l'accélération de la production de gaz naturel à une nouvelle installation extracôtière.

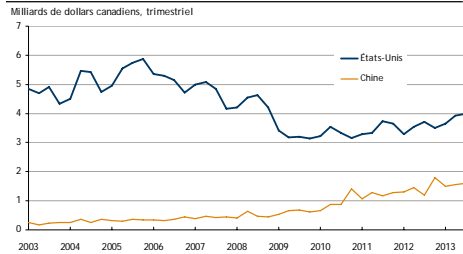
... ce qui portera la croissance à un niveau supérieur au Canada

L'amélioration de l'économie des provinces ayant obtenu des résultats inférieurs portera le taux de croissance réelle du PIB canadien à 2,6 % en 2014. Parmi les meilleures provinces en 2013, nous prévoyons que seule l'Alberta croîtra davantage en 2014 (3,9 %) qu'en 2013 (3,3 %). Nous misons sur une croissance assez stable au Manitoba (à 2,3 %) et sur une croissance plus modérée en Saskatchewan (à 2,1 %). Dans les Provinces de l'Atlantique, nous prévoyons que la croissance de Terre-Neuve-et-Labrador diminuera considérablement, passant d'un taux non durable de 6,0 % en 2013 à 1,5 %. Ailleurs, nous tablons sur une légère amélioration au Nouveau-Brunswick (à 1,0 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (à 1,4 %), bien que la croissance dans les deux provinces restera bien en deçà de la moyenne nationale.

Les perspectives semblent encourageantes pour 2015

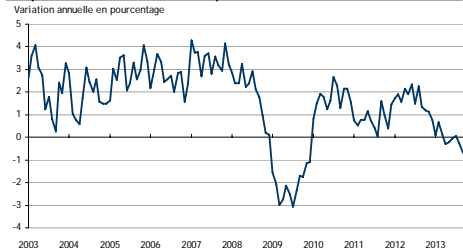
À ce stade, nous prévoyons que le contexte général dans lequel évoluent les économies provinciales continuera d'être plutôt propice en 2015. En particulier, nous misons sur une progression de 3,2 % de l'économie américaine, un sommet en 10 ans, ce qui, selon nous, maintiendrait en place l'ensemble des facteurs de convergence vers la croissance des provinces. Nos prévisions initiales pour 2015 reprennent donc essentiellement les taux de croissance et le classement des provinces établis pour 2014, à l'exception de ceux de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, dont les perspectives s'amélioreront.

Exportations de marchandises de la Colombie-Britannique vers les États-Unis et la Chine



Source : Statistique Canada, Recherche Économique RBC

Emploi en Colombie-Britannique



Source : Statistique Canada, Recherche Économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	2,7	1,5	1,2	2,4	2,8
Emploi	0,8	1,7	-0,1	1,1	1,1
Taux de chômage (%)	7,5	6,7	6,6	6,5	6,6
Ventes au détail	3,2	1,9	1,7	3,8	3,6
Mises en chantier (unités)	26 400	27 465	26 500	25 800	24 000
Indice des prix à la consommation	2,3	1,1	-0,2	1,2	1,7

Robert Hogue
Économiste principal

En attente de nombreux projets liés au GNL

L'année 2013 s'est encore révélée couci-couça pour l'économie britanno-colombienne ; toutefois, l'amélioration des perspectives en matière d'exportations et les prévisions positives liées à certains projets évalués à plusieurs milliards de dollars dans le secteur de l'énergie laissent présager de meilleurs résultats en 2014. Nous nous attendons à ce que la hausse du commerce extérieur et le feu vert donné à d'importants projets d'investissement stimuleront la confiance dans la province en 2014, et entraîneront une augmentation du nombre d'embauches par les entreprises et un accroissement des dépenses des ménages – deux facteurs anémiques en 2013. Nous prévoyons que le PIB réel de la Colombie-Britannique croîtra à un rythme correct de 2,4 % en 2014, après avoir progressé de façon modérée en 2013 (1,2 %). Les perspectives de croissance semblent encore meilleures en 2015 – à 2,8 % –, sous réserve que la construction de certains pipelines et usines de gaz naturel liquéfié (GNL) commence.

Croissance modeste en 2013 : l'histoire se répète, encore une fois...

Selon les données disponibles à la fin de l'année, l'économie de la Colombie-Britannique a continué de progresser à un rythme plutôt modeste en 2013. On a annoncé de bonnes nouvelles en ce qui a trait au commerce extérieur, alors que de solides gains ont été réalisés en matière d'exportations de marchandises vers les États-Unis (hausse de près de 10 %, en valeur nominale, au cours des neuf premiers mois de l'année) et la Chine (augmentation de près de 18 %). Les investissements liés aux constructions non résidentielles sont restés plutôt élevés, s'établissant, durant les trois premiers trimestres de 2013, à un niveau de 4,4 % supérieur, en termes réels, à celui de l'année 2012. En revanche, les données sur l'emploi et sur les dépenses de consommation ont été décevantes, l'emploi demeurant étonnamment stable et les ventes au détail n'augmentant que de 1,1 %. Qui plus est, la construction résidentielle s'est essoufflée depuis l'an dernier ; ce phénomène avait toutefois été prévu après le ralentissement considérable de la revente de maisons durant presque toute l'année 2011 et en 2012. Somme toute, les secteurs économiques de la Colombie-Britannique ont affiché une grande variété de rendements en 2013.

Les possibilités d'augmentation des exportations sont de bon augure pour 2014

La reprise soutenue de la construction de logements aux États-Unis et la croissance rapide de la demande chinoise pour les produits de la Colombie-Britannique représentent, pour la province, des occasions de hausse considérable de ses exportations dans l'avenir. Nous prévoyons que l'augmentation du commerce extérieur constituera l'un des principaux moteurs de l'activité économique de la Colombie-Britannique à compter de 2014, particulièrement dans les industries primaires, comme les secteurs des produits forestiers et des mines, et, dans une moindre mesure, le secteur manufacturier.

Les projets liés au GNL pourraient donner un gros coup de pouce à l'économie

Nous croyons que l'économie britanno-colombienne pourrait bénéficier encore davantage de la mise en branle éventuelle, par les soumissionnaires, de projets de construction d'installations de liquéfaction de gaz naturel (et des pipelines connexes) dans les régions de Kitimat et de Prince Rupert, des projets évalués à plusieurs milliards de dollars. Plus d'une douzaine de projets (dont ceux ayant déjà franchi avec succès l'étape des évaluations environnementales et ceux pour lesquels on détient des permis d'exportation de gaz naturel) sont actuellement à l'étude. Dans le cas des projets les plus avancés, les sociétés attendent notamment, avant de donner leur feu vert, de connaître le cadre fiscal provincial où elles exerceraient leurs activités – le gouvernement de la Colombie-Britannique s'est engagé à y mettre la dernière main sous peu. Nous croyons que la mise en place de règles fiscales concurrentielles à l'échelle mondiale mènera à l'approbation d'un petit nombre de projets en 2014 et à leur construction par la suite. Bien que la plus importante incidence économique des constructions commencera probablement à se faire sentir en 2015, nous prévoyons que les travaux préparatoires et l'élan de confiance que ces projets donneront à la province stimuleront la création d'emplois et éperonneront les dépenses des entreprises et des ménages en 2014.

Le meilleur reste à venir

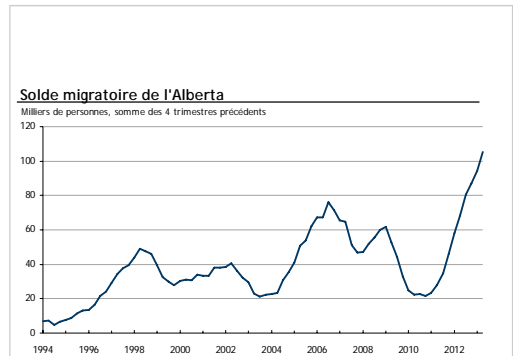
L'économie albertaine jouit d'un formidable élan à l'approche de 2014. On peut observer des signes de vigueur dans presque tous les secteurs de la province : les dépenses de consommation, la construction de logements, les investissements des entreprises, la production énergétique, les exportations, le marché du travail et, surtout, la démographie. La situation actuelle est certes impressionnante, mais le meilleur reste à venir. Nous prévoyons que la province affichera en 2014 une croissance économique encore plus forte que celle de 2013. Les investissements importants dans le secteur de l'énergie continueront d'être l'un des principaux moteurs d'activités de la province ; toutefois, l'ampleur pure et simple de la croissance lui permettra de s'autostimuler. Nous prévoyons que le PIB réel croîtra de 3,9 % en 2014, après avoir connu de très solides progressions de 3,8 % et de 3,3 % en 2012 et en 2013, respectivement. Selon nos prévisions initiales de croissance pour l'économie de l'Alberta en 2015, la province continuera sur sa lancée, à un rythme de 3,5 %.

Les inondations de juin n'ont pas fait ralentir l'essor économique

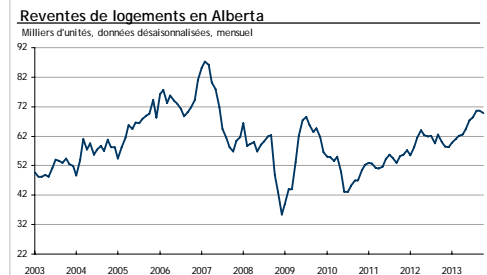
Les indicateurs économiques en Alberta ont continué de montrer une province en plein essor à la fin de 2013. La production de pétrole brut continue d'aller vers de nouveaux records, et la province a réussi, malgré des contraintes en matière de livraison, à augmenter ses exportations de marchandises de 5,9 % au cours des neuf premiers mois de l'année. On a observé une flambée de l'emploi - création de plus de 78 000 postes - au cours de la période de douze mois se terminant en novembre 2013, ce qui a permis de maintenir le taux de chômage bas à 4,7 %. Les excellentes perspectives d'emploi de la province ont continué d'attirer les migrants des autres provinces et ont incité les habitants de l'Alberta à y demeurer ; l'immigration nette a donc atteint son plus haut niveau depuis le début des années 1990. Le fort afflux net de migrants dans la province a accéléré la croissance globale de la population, la faisant passer à son rythme annuel le plus rapide (3,5 %) depuis 1982. À leur tour, la bonne situation du marché du travail de l'Alberta et la croissance rapide de la population ont stimulé les dépenses de consommation (les ventes au détail ont affiché une hausse supérieure à 6 % au cours des neuf premiers mois de 2013) et, surtout, la demande de logements. Les reventes de maisons ont atteint un sommet en six ans au troisième trimestre de 2013, et les mises en chantier ont enregistré une solide augmentation de 7,3 %, d'une année sur l'autre, au cours des dix premiers mois de 2013, ce qui a fait augmenter le nombre de logements en construction à un sommet de près de cinq ans au troisième trimestre. L'essor économique en Alberta n'a pas été freiné par les terribles inondations qui ont frappé le sud de la province en juin, lesquelles ont entraîné le déplacement de près de 100 000 personnes et ont grandement endommagé les biens et les infrastructures. Les statistiques sur le PIB réel en 2013 (et plus tard) tiendront entièrement compte des dépenses et du travail supplémentaires (y compris les heures supplémentaires) qu'exigeront les activités de reconstruction, de réparation et de remplacement qui auront lieu ; en revanche, elles ne tiendront essentiellement pas compte de la destruction des biens et des dommages causés à ceux-ci.

Potentiel de croissance encore plus rapide en 2014

Nous prévoyons que le fort élan dont bénéficie actuellement l'économie de l'Alberta se prolongera en 2014. En fait, nous croyons qu'il est probable que la croissance s'accélère légèrement, notamment grâce à l'augmentation prévue des dépenses d'investissement liées aux sables bitumineux et à la hausse de la production de pétrole brut. Par ailleurs, nous tablons sur une nouvelle accélération de la croissance découlant de l'augmentation forte et soutenue de la population, dont les effets se feront sentir dans plusieurs secteurs de l'économie, y compris la demande de biens et de services de consommation, de logements et d'infrastructures privées et publiques.



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC



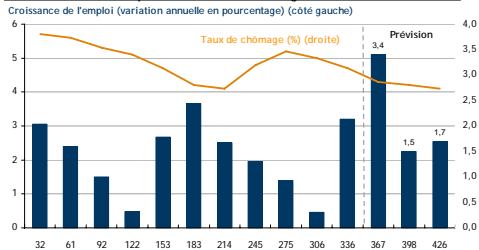
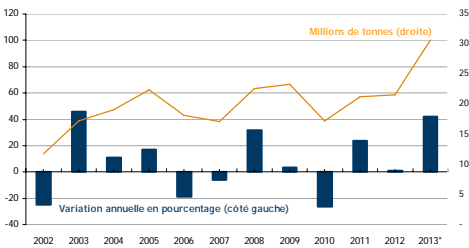
Source : L'Association canadienne de l'immeuble, Recherche économique RBC

Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	5,2	3,8	3,3	3,9	3,5
Emploi	3,8	2,6	2,8	2,4	1,8
Taux de chômage (%)	5,5	4,6	4,6	4,4	4,1
Ventes au détail	6,8	6,9	6,6	5,7	5,2
Mises en chantier (unités)	25 704	33 396	36 600	36 800	34 500
Indice des prix à la consommation	2,4	1,1	1,4	1,5	1,7

Robert Hogue
Économiste principal

Croissance de l'emploi et taux de chômage en Saskatchewan**Production de blé, d'orge et de canola en Saskatchewan****Saskatchewan - prévisions en bref**

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	5,0	1,9	3,9	2,1	2,5
Emploi	0,3	2,1	3,4	1,5	1,7
Taux de chômage (%)	5,0	4,7	4,1	4,2	4,1
Ventes au détail	7,5	7,6	3,3	5,2	4,9
Mises en chantier (unités)	7 031	9 968	8 500	8 000	7 500
Indice des prix à la consommation	2,8	1,6	1,4	2,1	2,5

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Une récolte exceptionnelle améliore grandement les perspectives pour 2013, mais modère celles de 2014

Des incertitudes subsistent en Saskatchewan à l'égard de la production et des investissements liés à la potasse, mais la forte augmentation de la récolte de céréales et d'oléagineux a grandement amélioré les perspectives pour l'économie provinciale en 2013. Plus particulièrement, nous avons relevé nos prévisions de croissance globale du PIB en 2013 à 3,9 %, alors qu'elles s'établissaient à 2,7 % dans le numéro de septembre de la publication *Perspectives provinciales*. Cette révision à la hausse est également justifiée par la forte croissance soutenue de l'emploi dans la province ; on mise désormais sur une progression de 3,4 % en 2013 – ce qui est presque le triple du taux de croissance national. On prévoit que ce contexte permettra à la province d'enregistrer le plus faible taux de chômage (4,1 %) des dix provinces en 2013.

Meilleure récolte de céréales et d'oléagineux que prévu en 2013

Publiées en novembre, les estimations de Statistique Canada à l'égard de la récolte des trois principales cultures de la Saskatchewan (blé, orge et canola) montrent une hausse d'environ 42 %, presque le triple des estimations de juillet (16 %). Nous supposons qu'il sera ardu de maintenir une telle production de céréales et d'oléagineux en 2014. Puisque la production agricole globale sera en hausse de près de 15 % en 2013, nous supposons un repli de 6 % en 2014 et un retour à la croissance (2 %) en 2015. La révision à la baisse des prévisions de croissance globale du PIB en 2014 (de 2,7 % à 2,1 %), s'explique principalement par ce recul prévu de la production agricole en 2014. Ce rythme de croissance du PIB devrait se maintenir en 2015, où l'activité progressera de 2,5 %.

Les perspectives de la potasse restent incertaines tant sur le plan de la production...

Les facteurs d'inquiétude à l'égard des perspectives de la Saskatchewan sont la production et les dépenses d'investissement liées à la potasse. Ces inquiétudes ont été soulevées à l'été 2013 lorsque l'on a appris qu'un important producteur étranger était sur le point d'augmenter sa production en vue d'accroître sa part de marché, particulièrement dans les économies émergentes. La firme Potash Corporation of Saskatchewan a récemment annoncé ses intentions de mettre à pied 440 de ses employés en Saskatchewan, cesser sa production à deux usines et de réduire la production à une troisième. Par ailleurs, il est probable que la vigueur du premier semestre entraîne tout de même une croissance globale supérieure à 10 % pour l'ensemble de 2013. Toutefois, les données du dernier trimestre de 2013 et du début de 2014 en révéleront davantage sur la réaction des producteurs saskatchewanais à ces nouvelles d'outre-mer. Nous prévoyons une réduction de moitié du taux de croissance de la production de potasse en 2014 et en 2015, lequel avoisinera les 5 %.

... que des dépenses d'investissement

L'incidence néfaste de la potasse sur l'économie de la Saskatchewan est attribuable non seulement de la production, mais aussi aux dépenses d'investissement. Nous avons plus tôt ramené à près de 3 % nos prévisions de croissance de l'activité de construction, ce qui ne traduit qu'une légère hausse des dépenses d'investissement dans le secteur des mines. La publication, en février prochain, de l'enquête de Statistique Canada sur les intentions des secteurs privé et public en matière de dépenses d'investissement en 2014 donnera des indications sur les effets de ces échos d'outre-mer sur les dépenses d'investissement dans le secteur des mines ainsi que dans d'autres secteurs.

Diversification pour maintenir le taux de croissance

La forte diversification de l'économie manitobaine s'est de nouveau révélée précieuse en 2013 ; elle a aidé la province à maintenir une croissance solide alors qu'une importante récolte de céréales et d'oléagineux a compensé en partie la faiblesse continue du secteur manufacturier. La hausse marquée de la production agricole nous a convaincu de laisser à 2,5 % notre prévision de croissance globale du PIB réel du Manitoba en 2013 (inchangée par rapport à notre prévision du dernier trimestre).

Rendement exceptionnel des cultures agricoles

Après une flambée de 50 % de la production de blé et de canola en 2012, qui avait suivi deux années de faiblesse marquées par le mauvais temps, les estimations de production publiées en novembre portent à croire à une nouvelle hausse de 33 % en 2013. Dans le dernier numéro de *Perspectives provinciales*, nous avons prévu un gain bien inférieur (6 %). Si l'on regarde au-delà de 2013, il est probable que les conditions climatiques exceptionnelles responsables de cette importante récolte ne se répèteront pas. Par conséquent, nous supposons que la production agricole globale baissera de 4,4 % en 2014, après un bond prévu de 10 % en 2013. Nous tablons sur un retour à la croissance modérée (2 %) en 2015, alors que la production agricole globale augmentera de 2 %.

Déception à l'égard du secteur manufacturier

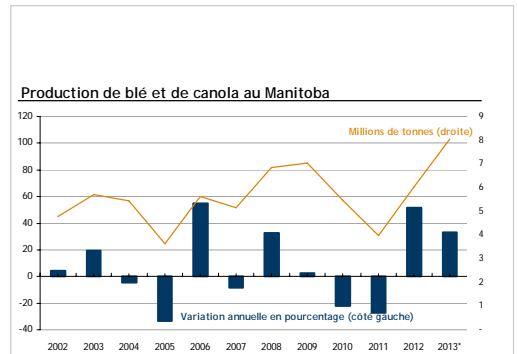
Les ventes manufacturières restent décevantes ; l'activité au troisième trimestre de 2013 n'a à peu près pas varié d'une année sur l'autre. Par conséquent, nous révisons nos prévisions antérieures à l'égard de production manufacturière de 2013, plutôt qu'un gain modeste, elles connaîtront une stabilité du volume. Nous restons convaincus que le raffermissement de l'économie américaine et la légère dépréciation du dollar canadien durant la période visée par les prévisions donneront un élan supplémentaire au secteur. On prévoit que la production manufacturière augmentera de 3,5 % et de 4 % en 2014 et en 2015, respectivement.

Les investissements demeurent un pilier de la croissance

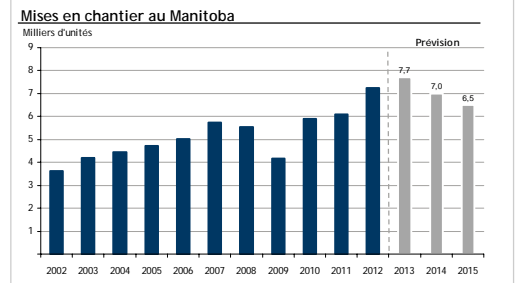
Les investissements, résidentiels et non résidentiels, continuent eux aussi de constituer un point fort de l'économie manitobaine et on prévoit qu'ils soutiendront la croissance jusqu'en 2015. Sur le plan des investissements non résidentiels, les travaux se poursuivent à l'égard de plusieurs projets à Winnipeg, notamment l'agrandissement du centre RBC Convention Centre Winnipeg et la construction d'un complexe multifonctionnel abritant un hôtel et des bureaux au cœur du centre-ville. En ce qui a trait aux investissements résidentiels, le nombre de mises en chantier dans la province est allé à l'encontre de la tendance au ralentissement observée à l'échelle nationale ; les données provinciales cumulées jusqu'en octobre indiquent une hausse des mises en chantier à un total annualisé de 7 700, elles qui avaient déjà atteint un sommet historique en 2013 (7 200). La croissance soutenue de la population du Manitoba au cours des dix dernières années a contribué à l'augmentation de la demande de logements dans la province. Toutefois, le niveau élevé de l'activité de construction de logements neufs au cours des deux dernières années pourrait aussi refléter la décision de nombreux ménages de devancer l'achat d'une propriété afin d'éviter un resserrement des prêts hypothécaires. Par conséquent, on prévoit que le nombre de mises en chantier reculera à 7 000 et à 6 500 en 2014 et en 2015, respectivement.

Prévisions de croissance globale solide et stable

On s'attend à ce que la diminution prévue de la production agricole en 2014 soit en partie compensée par un certain raffermissement de l'activité manufacturière ; ce contexte n'entraînera qu'une légère révision à la baisse des prévisions de croissance du PIB pour l'an prochain (passant de 2,6 %, prévu au dernier trimestre, à 2,3 %). On prévoit que le retour à la croissance de la production agricole en 2015 et la croissance soutenue de la production manufacturière viendront contrebalancer un certain ralentissement de l'activité de construction résidentielle, ce qui permettra au taux de croissance globale du PIB de se maintenir à un solide 2,6 % en 2015.



* Estimation de Statistique Canada
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

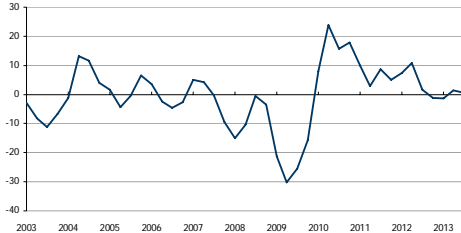
Variation en %, sauf indication contraire	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	1,7	2,6	2,5	2,3	2,6
Emploi	0,8	0,9	0,7	0,9	1,1
Taux de chômage (%)	5,4	5,3	5,4	5,3	5,3
Ventes au détail	4,5	1,6	2,3	3,8	4,2
Mises en chantier (unités)	6 083	7 242	7 700	7 000	6 500
Indice des prix à la consommation	2,9	1,6	2,3	2,0	2,0

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint



Exportations nationales de marchandises de l'Ontario

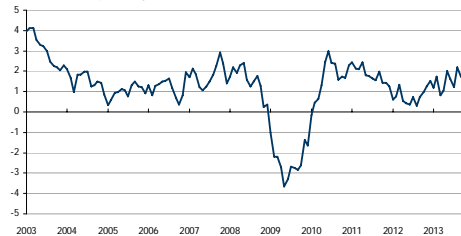
Variation annuelle en pourcentage, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Emploi en Ontario

Variation annuelle en pourcentage



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	2,2	1,3	1,3	2,6	2,9
Emploi	1,8	0,8	1,4	1,3	1,1
Taux de chômage (%)	7,8	7,8	7,5	7,1	6,9
Ventes au détail	3,6	1,6	2,0	4,0	3,8
Mises en chantier (unités)	67 821	76 742	61 300	60 300	58 000
Indice des prix à la consommation	3,1	1,4	1,1	1,6	1,9

Robert Hogue
Économiste principal

Au tour des exportations de briller

Le secteur des services a permis à l'économie de l'Ontario de se maintenir à flot en 2013, la production de biens et les exportations s'étant stabilisées dans la province après avoir montré des progrès constants au cours des trois années précédentes. Le rendement en dents de scie des secteurs industriels a limité la croissance économique en 2013, laquelle s'établira pour la deuxième année consécutive à 1,3 %. Nous prévoyons toutefois un solide regain de dynamisme dans le secteur manufacturier en 2014, ce qui accentuera l'ampleur de l'essor économique en Ontario. Stimulées par des gains sur le marché américain, les exportations, qui sont en hausse, compenseront largement le ralentissement prévu de l'activité de construction de logements dans la province. Dans l'ensemble, nous prévoyons que la croissance du PIB réel de l'Ontario s'accélérera, pour s'établir à 2,6 % en 2014. Il s'agirait donc de sa plus forte progression en quatre ans dans la province. Les perspectives pour 2015 sont encore plus encourageantes (taux de croissance prévu de 2,9 %), car nous nous attendons qu'à ce moment l'économie américaine en plein essor entraîne une progression de l'économie ontarienne.

Stagnation de l'activité manufacturière, mais vigueur soutenue des services en 2013

On a abondamment parlé des défis considérables qu'ont dû relever les industries manufacturières de l'Ontario au cours des dix dernières années et qui avaient notamment été causés par l'appréciation marquée du huard et par la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales. Le secteur a également été durement éprouvé par la récession de 2008-2009, quoique l'activité a rebondi plutôt vigoureusement durant la période qui a suivi, et ce, jusqu'en 2012. La reprise cyclique du secteur manufacturier s'est toutefois stabilisée en 2013. Il y a plus particulièrement eu des reculs dans la toute-puissante industrie des véhicules à moteur de la province, où la production a chuté de près de 7 % d'une année sur l'autre au cours des onze premiers mois de 2013, après avoir augmenté, en moyenne, de près de 20 % chaque année au cours des trois années précédentes. Heureusement, la vigueur des industries productrices de services a largement compensé la faiblesse des industries productrices de biens en 2013. On a observé des progressions notables dans les secteurs des services financiers, des transports, des services professionnels, des services d'hébergement et de restauration, ainsi que de l'éducation. Une croissance globale raisonnable des services a été enregistrée malgré l'application de mesures de contrôle rigoureuses des dépenses publiques qui ont maintenu les services de la fonction publique sur une pente descendante.

L'accélération de la croissance prévue aux États-Unis est de bon augure pour les exportations de l'Ontario en 2014

L'événement le plus favorable auquel nous nous attendons pour l'économie ontarienne en 2014 est le raffermissement de la croissance aux États-Unis (de loin le principal marché d'exportation de la province). Nous prévoyons que l'activité économique américaine s'accélérera de façon plutôt marquée au printemps, ce qui selon nous stimulera la demande d'exportation de biens et de services de l'Ontario. Il existe une certaine probabilité que les exportations de véhicules à moteur et de pièces automobiles soient en hausse en 2014, mais cette probabilité augmente pour une vaste gamme d'autres produits (p. ex., machinerie, équipement, matériaux de construction, produits pharmaceutiques et ressources naturelles) et services (p. ex., services financiers, applications logicielles, ingénierie) de l'Ontario.

Ralentissement de la construction de logements

Nous prévoyons que les entreprises du pays hausseront leurs dépenses d'investissement, redoublant ainsi d'efforts pour accroître leur productivité et leur compétitivité à l'échelle mondiale. Les gains stables prévus dans l'emploi et la tendance baissière du taux de chômage donneront un élan au revenu et à la confiance des ménages, ce qui favorisera les dépenses de consommation dans la province. Il est toutefois probable que la construction de logements subisse un léger repli en 2014. Nous croyons que le ralentissement marqué des nouvelles ventes d'appartements en copropriété avant la construction dans la région du Grand Toronto depuis le début de 2012 freinera les mises en chantier dans la province.

Un parcours qui n'est pas de tout repos, mais un petit répit est en vue

Ce fut tout sauf facile pour l'économie québécoise en 2013, l'activité intérieure, en particulier, étant incapable de passer à la vitesse supérieure. Nous nous attendons à une légère accélération de la croissance en 2014 ; toutefois, quiconque s'attend à des changements en profondeur sera déçu. La croissance économique du Québec est notamment limitée par la détérioration des données démographiques (particulièrement la décélération rapide de la croissance de la population active) qui freinera son soi-disant rythme de croissance « potentielle ». Par conséquent, la « nouvelle norme » en matière de croissance au Québec pourrait être inférieure à ce qui a été enregistré par le passé. Nous prévoyons que le PIB réel ne croîtra que de 1,1 % dans la province en 2013 et de 1,8 % en 2014. Nos prévisions initiales pour 2015 font état d'une croissance largement maintenue, à 1,6 %.

Faiblesse des secteurs intérieurs

Présentée à la fin novembre par le ministre québécois des Finances, la mise à jour économique et financière de l'automne 2013 faisait une évaluation peu réjouissante de la performance économique de la province en 2013. : la légère amélioration prévue ne s'est pas concrétisée. Le gouvernement a indiqué que les principales causes du rendement inférieur étaient le fait que les ménages québécois allouaient une proportion moindre de leur revenu aux dépenses (et donc épargnaient plus) et exigeaient moins de nouveaux logements. En effet, les ventes des détaillants ont affiché une croissance minimale au cours des neuf premiers mois de 2013 et les mises en chantier étaient en baisse de près de 22 % (en cumul annuel) en octobre (données qui tenaient compte de la période de plusieurs mois nécessaire pour annuler les effets de la grève de deux semaines dans le secteur de la construction à la fin de juin). D'après les données disponibles à ce stade, le manque d'élan de l'économie québécoise semble principalement causé par des facteurs intérieurs. Les exportations provinciales continuent d'augmenter à un rythme respectable, grimant de 4,5 % d'une année sur l'autre (en valeur réelle) au cours des neuf premiers mois de 2013.

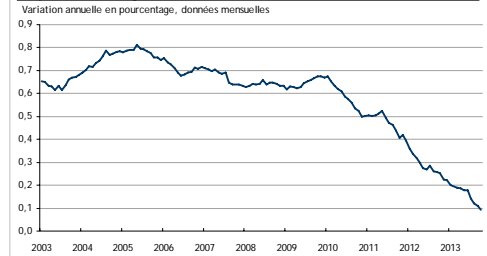
Moins d'incidence négative de l'immobilier et plus d'incitatifs budgétaires en 2014

Nous prévoyons de nouvelles hausses des exportations en 2014, soutenues par la demande américaine grandissante et par la légère dépréciation du huard. Nous croyons toutefois que ce sont surtout les facteurs intérieurs qui stimuleront la croissance. Nous misons d'abord sur le fait que la construction de logements aura moins d'effets néfastes sur l'économie, car il est beaucoup moins probable que les mises en chantier baissent aussi rapidement après avoir touché des creux vieux de 12 ans en 2013. Puis, les signes de regain de la création d'emplois à l'automne 2013, après des pertes considérables subies au premier semestre de l'année, favoriseront une hausse des dépenses des ménages en 2014. Enfin, le plan de stimulation économique annoncé par le gouvernement provincial en octobre (qui prévoit un ensemble de mesures représentant 2 milliards de dollars sur quatre ans) commencera à contribuer légèrement à la croissance en 2014.

Incertitude liée à l'apport net de la politique budgétaire après 2014

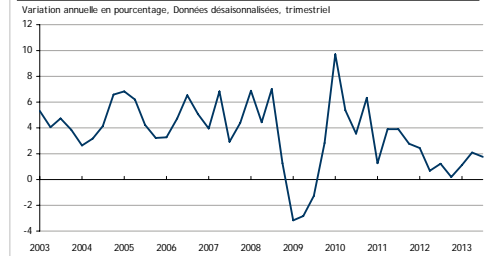
Après 2014, toutefois, on ne connaît pas avec certitude l'apport global de la politique budgétaire de la province à la croissance économique. Le plan de stimulation du Québec renferme des mesures visant à favoriser la croissance jusqu'en 2016-2017, mais l'annonce récente voulant que le gouvernement provincial prévoit maintenant des déficits de 2,5 milliards de dollars et de 1,8 milliard de dollars en 2013-2014 et en 2014-2015, respectivement, plutôt que l'équilibre budgétaire, a été accompagnée d'un engagement à contrôler plus rigoureusement la croissance des dépenses de programmes à moyen terme. Vu son niveau d'endettement déjà élevé, le gouvernement du Québec bénéficie d'une marge de manœuvre limitée en ce qui a trait à l'accroissement des dépenses.

Population en âge de travailler (15-64) - Québec



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ventes au détail au Québec



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

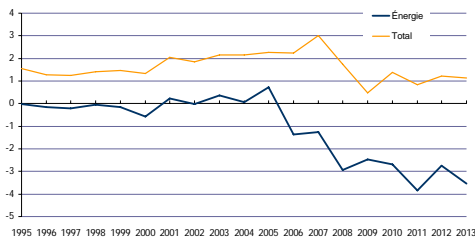
Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	1,8	1,5	1,1	1,8	1,6
Emploi	1,0	0,8	1,2	1,1	1,0
Taux de chômage (%)	7,8	7,8	7,6	7,5	7,3
Ventes au détail	3,0	1,1	1,7	3,0	3,5
Mises en chantier (unités)	48 387	47 367	37 500	34 500	34 000
Indice des prix à la consommation	3,0	2,1	0,8	1,4	1,9

Robert Hogue
Économiste principal

Balance commerciale nominale du Nouveau-Brunswick

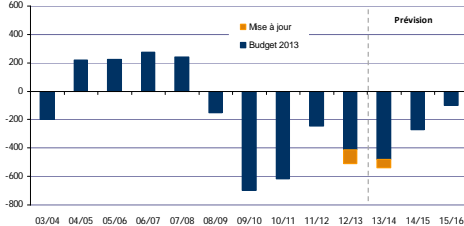
Milliards de dollars canadiens, cumulatif jusqu'à octobre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Solde budgétaire du Nouveau-Brunswick

Milliards de dollars canadiens



Source : Ministère des Finances du Nouveau-Brunswick, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	0,3	-1,1	0,3	1,0	1,4
Emploi	-1,1	-0,2	-0,2	0,8	0,5
Taux de chômage (%)	9,5	10,2	10,5	10,3	9,9
Ventes au détail	4,8	-0,7	0,8	3,3	2,6
Mises en chantier (unités)	3 452	3 299	3 000	2 700	2 800
Indice des prix à la consommation	3,5	1,7	0,7	1,5	2,0

Laura Cooper
Économiste

L'économie commence à dégeler, mais aucun signe de réchauffement en vue

L'économie du Nouveau-Brunswick continue de se heurter à des difficultés en 2013, après avoir connu un rendement décevant en 2012, alors que la production réelle s'était repliée de 1,1 %. Bien que nous croyions toujours possible que l'économie provinciale affiche une croissance positive en 2013, la faiblesse des exportations d'énergie a grandement nui à la reprise de la croissance de cette économie axée sur les exportations. Nous avons donc abaissé notre prévision de croissance à 0,3 % en 2013 (auparavant de 0,8 %). La vigueur renouvelée du secteur des mines permet d'envisager une amélioration durant la période visée par les prévisions ; cependant, des obstacles intérieurs, comme les restrictions budgétaires, limiteront probablement la croissance aux taux mitigés de 1,0 % et de 1,4 % en 2014 et en 2015, respectivement.

Des exportations plus faibles que prévu en 2013

La faiblesse des exportations d'énergie, de potasse et de métaux contribue à la détérioration de la balance commerciale internationale du Nouveau-Brunswick en 2013, et ce, malgré la grande demande d'exportations de bois d'œuvre de la province. On prévoit toutefois de meilleurs résultats pour le secteur des mines en 2014 avec le démarrage de nouvelles exploitations à Bathurst, après que la fermeture de la mine Brunswick de Xstrata a freiné la production en 2013. D'ici 2015, une hausse de la production aux installations agrandies de la société Potash à Sussex pourrait éperonner encore davantage l'industrie, sous réserve du contrôle des pressions sur les prix. On s'attend à ce que cet élan se poursuive en raison de la reprise de la construction et de la mise en service de la mine de tungstène à Sisson Brook en 2015 et en 2016, respectivement.

Les défis budgétaires demeurent

Publiés plus tôt cet automne, la mise à jour budgétaire et les comptes publics de la province pour le deuxième trimestre de la province ont montré que le gouvernement peine à maintenir les objectifs budgétaires qu'il s'est engagé à atteindre dans son budget déposé plus tôt cette année. Le gouvernement visait à stopper la détérioration de la situation budgétaire, grâce à la mise en œuvre de diverses initiatives fiscales, dont des hausses d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés ; toutefois, des recettes moindres que prévu ont entraîné une révision à la hausse, à 538 millions de dollars, des prévisions de déficit pour 2013-2014. Ce contexte fait suite au déficit enregistré en 2012-2013, qui était de 317 millions de dollars de plus que celui établi dans les prévisions budgétaires initiales de 2012. Nous misons donc sur le maintien du contrôle des dépenses publiques, ce qui continuera de freiner la croissance économique durant toute la période visée par les prévisions.

L'emploi connaîtra un repli en 2013 avant de rebondir en 2014

L'économie intérieure peine toujours à retrouver son élan, la plupart des indicateurs (les ventes au détail et les mises en chantier, par exemple) s'approchant des niveaux d'il y a un an ou y étant inférieurs. L'emploi dans le secteur privé a poursuivi sa tendance haussière tout au long de 2013 ; ces résultats ont toutefois été contrebalancés par le ralentissement constant du nombre d'embauches dans le secteur public. Somme toute, nous prévoyons que la province perdra près de 700 emplois en 2013. Malgré les défis, nous demeurons persuadés que la province affichera, en 2014, une première croissance positive, mais minime, de l'emploi en cinq ans (d'une année sur l'autre) en raison de l'accélération de l'activité dans les secteurs axés sur les exportations.

Sombres perspectives à court terme

Au troisième trimestre de 2013, la construction non résidentielle a dépassé, pour la première fois en deux ans, les niveaux atteints il y a un an. Les investissements ralentiront probablement en 2014, compte tenu du fait que l'agrandissement des installations de la société Potash à Sussex doit finir en 2013 et que le début de la construction de la mine à Sisson Brook n'est pas prévue avant 2015. Les perspectives de croissance économique restent sombres à court terme, mais le projet de pipeline est-ouest pourrait annoncer des jours meilleurs après la période visée par les prévisions et stimuler la confiance dans une province devant composer avec une baisse absolue de la population adulte en 2013 et un déficit migratoire interprovincial constant.

Enfin du gaz naturel...

Le gaz naturel a finalement commencé à couler au champ extracôtier de Deep Panuke à la fin de l'été 2013. On s'attend à ce que l'accélération de la production durant le reste de l'année fasse grimper la croissance réelle du PIB en 2013 à un taux prévu de 1,2 %, après un repli décevant de 0,1 % en 2012. On mise sur le fait qu'une année complète de production compensera les baisses liées à l'arrivée à maturité du champ extracôtier de l'île de Sable et soutiendra une croissance économique de 2,1 % en 2014. À compter de 2015, on prévoit que l'incidence des baisses liées à l'arrivée à maturité des deux champs sera largement compensée par la reprise de projets dans la province, dont les effets positifs se feront sentir dans l'économie intérieure. Nous prévoyons une accélération de l'activité économique en 2015, laquelle croîtra à un rythme de 2,3 %.

La hausse des exportations se poursuit grâce à la production du champ de Deep Panuke

La production de gaz naturel s'est amorcée à la fin de l'été 2013 au champ de Deep Panuke ; elle a connu une accélération marquée à l'automne et on prévoit qu'elle augmentera encore jusqu'en 2014. La production totale de gaz dans la province est toutefois restée inférieure de 24 % à celle des dix premiers mois de 2012 (en cumul annuel), les baisses liées à l'arrivée à maturité du champ de l'île de Sable ayant entravé l'essor global du secteur. Les exportations de la province n'ont cependant pas semblé avoir subi de conséquences défavorables. La valeur nominale des exportations de la province a principalement quitté les creux de 2012 en raison d'une flambée des exportations d'articles en papier, la papetière de Port Hawkesbury connaissant sa première année complète de production depuis sa réouverture. Les ventes d'automobiles aux États-Unis devraient s'intensifier en 2014 ; on prévoit donc que la forte demande pour le principal groupe d'exportation de la province – les pneus – et la production du champ de Deep Panuke soutiendront la hausse constante des exportations de la province.

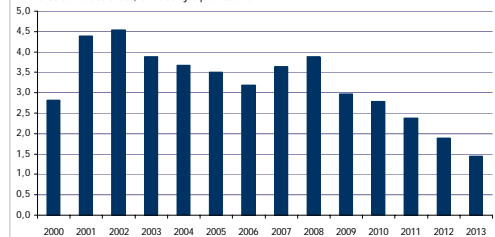
Déception au chapitre de l'emploi

Les perspectives de meilleurs résultats globaux pour le reste de 2013 et en 2014 sont plombées par la détérioration du marché du travail de la province. La faiblesse s'est étendue à l'ensemble des secteurs privé et public, et on s'attend à ce que la province doive composer avec un repli global de l'emploi en 2013 ; une flambée du travail indépendant atténuera toutefois la baisse à un léger 0,2 %. Les maigres perspectives en matière d'emploi n'ont pas incité les consommateurs à réduire leurs dépenses ; le report d'une baisse de la TVH pourrait cependant limiter la reprise des ventes au détail en 2014. Attendue précédemment, la diminution de la taxe d'un point de pourcentage en 2014 est maintenant tributaire de l'obtention, par le gouvernement, d'excédents budgétaires plus importants que prévu. Ce contexte pourrait donc inciter la province à viser un plus grand assainissement des finances dans son budget de 2014.

Un soupir de soulagement...

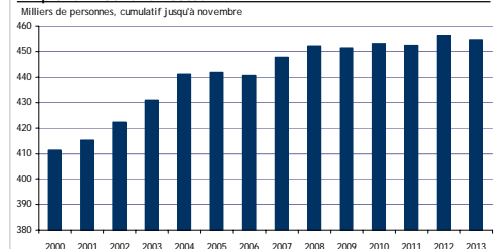
La hausse de production fort attendue du champ de Deep Panuke marquera sans doute un revirement pour la province, qui avait retenu son souffle dans l'attente de la concrétisation des principaux avantages du projet. Si l'on exclut l'abandon du projet de réouverture de la mine de charbon Donkin, prévu pour 2014, l'approbation récente du projet de transport d'énergie Maritime Link, d'une valeur de 1,5 milliard de dollars, constitue une excellente nouvelle pour la croissance économique de la province. Les développements dans le secteur de l'énergie favorisent eux aussi l'accélération de la croissance de la province, Shell ayant récemment procédé à des essais sismiques et British Petroleum prévoyant amorcer son propre programme de tests sismiques en 2014. L'étape du forage ne commencera que dans quelques années si les résultats sont positifs, mais l'intensification des travaux de construction navale liés au contrat de 25 milliards de dollars sur 30 ans ouvrira la voie à la phase de découpage d'acier à la fin de 2015 et à la propagation des effets bénéfiques à l'économie intérieure.

Production extraterritoriale de gaz naturel brut en Nouvelle-Écosse
Milliards de mètres cubes, cumulatif jusqu'à octobre



Source : Office Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers, Recherche économique RBC

Emploi en Nouvelle-Écosse
Milliers de personnes, cumulatif jusqu'à novembre



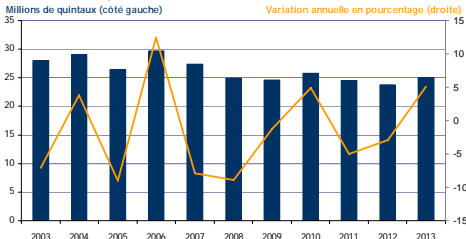
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	0,6	-0,1	1,2	2,1	2,3
Emploi	0,1	0,6	-0,2	0,9	1,3
Taux de chômage (%)	8,8	9,0	9,0	8,7	8,3
Ventes au détail	3,6	1,0	2,2	3,2	3,6
Mises en chantier (unités)	4 644	4 522	3 700	3 800	3 600
Indice des prix à la consommation	3,8	1,9	1,2	1,6	2,1

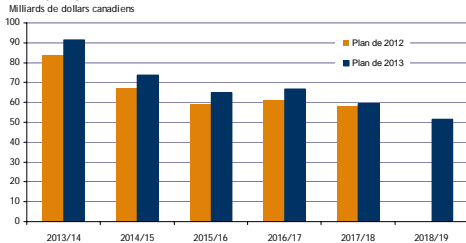
Laura Cooper
Économiste

Production de pommes de terre à l'Île-du-Prince-Édouard



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Plan quinquennal d'immobilisations de l'Île-du-Prince-Édouard



Source : Ministère des Finances de l'Île-du-Prince-Édouard, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	1,0	1,5	1,2	1,4	1,1
Emploi	1,9	1,1	2,1	1,1	1,1
Taux de chômage (%)	11,4	11,3	11,3	10,9	10,7
Ventes au détail	5,4	3,2	2,1	3,9	3,6
Mises en chantier (unités)	940	941	670	700	600
Indice des prix à la consommation	2,9	2,0	1,9	1,9	2,1

Laura Cooper
Économiste

Croissance modérée pour l'île douce

On table, pour l'Île-du-Prince-Édouard en 2014, sur une croissance économique légèrement supérieure à la modeste croissance de 1,2 % prévue pour 2013. La progression de la province en 2013 a été freinée par la faiblesse de ses exportations durant le premier semestre de l'année, qui a annulé en partie la vigueur des facteurs de croissance intérieurs. Les rôles sont toutefois sur le point de s'inverser, car on prévoit que l'économie intérieure se stabilisera en 2014, alors que la flambée de la demande d'exportation des biens de la province contribuera à l'accélération de la croissance du PIB réel de 1,4 % en 2014. On prévoit que les défis démographiques à venir et l'accroissement de l'incidence néfaste des restrictions budgétaires mineront la croissance en 2015. Nous misons sur un ralentissement, à 1,1 %, de l'activité économique cette année-là.

La croissance des exportations proviendra des racines en 2014

La croissance des exportations s'est atténuée en 2013 après une excellente année en 2012 ; toutefois, les exportations globales de biens ont enregistré un gain, bien que faible, au cours des neuf premiers mois de l'année. La hausse de la production annuelle de pommes de terre a renoué avec un sommet vieux de sept ans en 2013, ce qui, conjugué avec des conditions de la demande propices, a contribué à la vigueur renouvelée des exportations de la variété surgelée du légume après un lent départ en 2013. La valeur nominale des exportations du légume frais a toutefois chuté en raison de la baisse des prix par rapport à la même période en 2012. Les exportations dans le secteur de l'aérospatiale ont aussi dégringolé, les commandes ayant probablement été limitées vu l'incertitude budgétaire qui sévit aux États-Unis. Nous prévoyons qu'un renversement des baisses dans l'aérospatiale et l'obtention de gains solides liés aux produits de la mer de la province feront des exportations le principal facteur de croissance en 2014.

Des développements favorables au rendement à long terme des exportations

On s'attend à ce que la récente annonce de la conclusion de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne soutienne le bon rendement à long terme des exportations de la province. En 2012, le commerce extérieur entre l'Île-du-Prince-Édouard et l'Union européenne comptait pour 8 % des exportations de la province, les produits aérospatiaux et les homards représentant la plus importante part des biens expédiés vers ce marché. Les changements proposés aux tarifs et l'élargissement subséquent des voies commerciales pourraient avoir une incidence positive sur la demande d'exportation de biens de l'île. La ratification de l'accord étant prévue en 2015, toute augmentation des exportations pourrait nous permettre de relever nos prévisions pour 2015.

Stimulation offerte par le plan d'immobilisations de la province

Annoncé à l'automne 2013, le nouveau plan quinquennal d'immobilisations de la province a exposé un relèvement des investissements par rapport au plan de 2012. Somme toute, on a révisé à la hausse (26,4 millions de dollars) les dépenses du plan, en ajoutant notamment des dépenses de 7,6 millions de dollars en 2013-2014. L'augmentation planifiée des dépenses d'investissement liées à l'éducation et au système Santé Î.-P.-É durant toute la période visée par les prévisions pourrait laisser entrevoir une incidence néfaste globale des restrictions budgétaires en 2014 et en 2015 moindre que nous avons prévu. Cela dit, les compressions dans le secteur public ont plombé le total des emplois en 2013, qui s'est atténué après un solide départ cette année. Le nombre d'embauches supérieur par le secteur privé a assuré la croissance du total des emplois par rapport à la même période en 2012 ; nous prévoyons toutefois que le rythme global de création d'emplois diminuera dans la province en 2014.

En dents de scie...

Un rebond considérable du secteur du pétrole et du gaz de Terre-Neuve-et-Labrador s'est amorcé à l'été 2013 et on prévoit qu'il propulsera le taux de croissance de la province à un solide 6 % pour 2013. La production de pétrole est désormais en hausse de 21 % pour les dix premiers mois de l'année, après le repli marqué de la production qui avait découlé d'interruptions pour entretien à l'été 2012. On mise sur un ralentissement de la croissance à 1,5 % du PIB réel en 2014, car l'activité économique ne bénéficiera pas d'un tel levier cette année-là. On prévoit que les baisses de production de pétrole brut liées à l'arrivée à maturité de champs limiteront la croissance économique, mais la mise en œuvre d'importants projets devrait permettre d'atténuer le recul et de maintenir un taux modeste de 1,7 % en 2015.

Tout ce qui monte doit redescendre...

Après de solides gains en 2013, l'Office national de l'énergie prévoit que la production de pétrole brut au large de Terre-Neuve diminuera de 17,3 % en 2014, puis grimpera de 13,5 % en 2015. On s'attend toutefois à ce que le niveau élevé des dépenses d'investissement compense largement les effets du repli de la production en 2014. Des travaux d'ingénierie sont en cours dans le cadre de l'expansion du projet d'exploitation de la zone West White Rose et on prévoit que l'activité de construction liée au projet extracôtier Hebron restera élevée en 2014. On mise sur de nouvelles hausses de la production de pétrole brut à la fin de 2014 en raison du démarrage de l'exploitation du gisement South White Rose Extension. Ce démarrage permettra de compenser les baisses liées à l'arrivée à maturité des autres champs pétrolifères extracôtiers de la province en attendant la mise en service du champ pétrolifère extracôtier Hebron, prévue pour 2017.

... puis remonter...

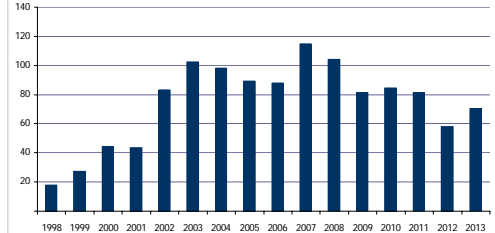
La volatilité des prix des produits de base a représenté un défi pour le secteur des mines en 2013 ; le minerai de fer a toutefois fait preuve de résilience, ses prix et ses volumes affichant une belle remontée dans le sillage du contexte incertain plus tôt cette année. La valeur nominale des exportations du métal est en voie de dépasser les niveaux de 2012 et a compensé la baisse prononcée des exportations de cuivre et de zinc. L'accélération prévue de la production à la deuxième phase d'expansion de la Compagnie minière IOC ainsi que la hausse de production liée au projet de minerai de fer à enfournement direct permettront au secteur d'afficher une amélioration globale en 2014. Par ailleurs, on table sur l'accélération des travaux de construction liés au projet de minerai de fer Kami, dont la majorité des dépenses d'investissement seront prévues en 2014 et en 2015, ce qui contribuera à compenser les baisses d'investissement découlant de l'achèvement, en 2013, de l'usine de traitement de nickel de Long Harbour.

... alors que l'on prévoit que la croissance de l'emploi restera stable

On prévoit que l'effet conjugué des progrès réalisés au titre d'importants projets et des développements favorables liés à l'exploration pétrolière compensera les défis que devra relever l'économie intérieure. Fortes d'une croissance annuelle moyenne de 7,8 % au cours des dix dernières années, on s'attend à ce que les dépenses de programmes du gouvernement provincial diminuent de 0,2 % et de 0,9 %, respectivement, après une hausse de 1,5 % en 2013-2014. Il est probable que l'incidence néfaste des restrictions budgétaires soit amplifiée par le recul de l'emploi dans le secteur public ; toutefois, il semble que le secteur privé continuera de combler l'écart. Le rythme annuel global de croissance de l'emploi s'établira donc à 1,5 % durant toute la période visée par les prévisions. Le projet Muskrat Falls, qui a récemment été approuvé, a notamment pour avantages qu'il pourrait aussi soutenir la croissance de l'emploi. Il faudra peut-être pour ce faire attirer de nouveau dans la province la main-d'œuvre qualifiée qui l'a quittée au premier semestre de 2013, dans le cadre du recul de la migration interprovinciale le plus marqué depuis 2007.

Production de pétrole à Terre-Neuve-et-Labrador

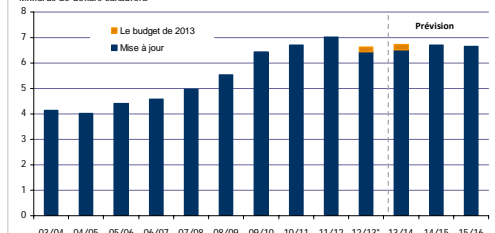
Millions de barils, cumulatif jusqu'à octobre



Source : Canada Newfoundland & Labrador Offshore Petroleum Board, Recherche économique RBC

Dépenses relatives aux programmes de Terre-Neuve-et-Labrador

Milliards de dollars canadiens



* États financiers non vérifiés

Source : Newfoundland and Labrador Department of Finance, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	2,9	-4,4	6,0	1,5	1,7
Emploi	2,7	2,3	1,3	1,5	1,5
Taux de chômage (%)	12,7	12,5	11,5	11,6	11,3
Ventes au détail	5,3	4,6	4,4	3,7	3,9
Mises en chantier (unités)	3 488	3 885	3 000	3 000	2 700
Indice des prix à la consommation	3,4	2,1	1,5	1,7	2,1

Laura Cooper
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
	12	13P	14P	15P	12	13P	14P	15P	12	13P	14P	15P	12	13P	14P	15P	12	13P	14P	15P	12	13P	14P	15P
T.-N. & L.	-4,4	6,0	1,5	1,7	2,3	1,3	1,5	1,5	12,5	11,5	11,6	11,3	3,9	3,0	3,0	2,7	4,6	4,4	3,7	3,9	2,1	1,5	1,7	2,1
Î.-P.-É.	1,5	1,2	1,4	1,1	1,1	2,1	1,1	1,1	11,3	11,3	10,9	10,7	0,9	0,7	0,7	0,6	3,2	2,1	3,9	3,6	2,0	1,9	1,9	2,1
N.-É.	-0,1	1,2	2,1	2,3	0,6	-0,2	0,9	1,3	9,0	9,0	8,7	8,3	4,5	3,7	3,8	3,6	1,0	2,2	3,2	3,6	1,9	1,2	1,6	2,1
N.-B.	-1,1	0,3	1,0	1,4	-0,2	-0,2	0,8	0,5	10,2	10,5	10,3	9,9	3,3	3,0	2,7	2,8	-0,7	0,8	3,3	2,6	1,7	0,7	1,5	2,0
QUÉ.	1,5	1,1	1,8	1,6	0,8	1,2	1,1	1,0	7,8	7,6	7,5	7,3	47,4	37,5	34,5	34,0	1,1	1,7	3,0	3,5	2,1	0,8	1,4	1,9
ONT.	1,3	1,3	2,6	2,9	0,8	1,4	1,3	1,1	7,8	7,5	7,1	6,9	76,7	61,3	60,3	58,0	1,6	2,0	4,0	3,8	1,4	1,1	1,6	1,9
MAN.	2,6	2,5	2,3	2,6	0,9	0,7	0,9	1,1	5,3	5,4	5,3	5,3	7,2	7,7	7,0	6,5	1,6	2,3	3,8	4,2	1,6	2,3	2,0	2,0
SASK.	1,9	3,9	2,1	2,5	2,1	3,4	1,5	1,7	4,7	4,1	4,2	4,1	10,0	8,5	8,0	7,5	7,6	3,3	5,2	4,9	1,6	1,4	2,1	2,5
ALB.	3,8	3,3	3,9	3,5	2,6	2,8	2,4	1,8	4,6	4,6	4,4	4,1	33,4	36,6	36,8	34,5	6,9	6,6	5,7	5,2	1,1	1,4	1,5	1,7
C.-B.	1,5	1,2	2,4	2,8	1,7	-0,1	1,1	1,1	6,7	6,6	6,5	6,6	27,5	26,5	25,8	24,0	1,9	1,7	3,8	3,6	1,1	-0,2	1,2	1,7
CANADA	1,7	1,7	2,6	2,7	1,2	1,3	1,3	1,2	7,2	7,1	6,8	6,6	215	188	182	174	2,5	2,7	4,0	3,9	1,5	0,9	1,5	1,9

Tableau comparatif

2012, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2013)	527	145	941	756	8 155	13 538	1 265	1 108	4 025	4 582
Produit intérieur brut (milliards \$)	33,8	5,5	38,4	31,5	357,9	674,5	58,2	77,9	311,9	220,0
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	27,6	4,9	36,0	28,1	327,2	619,3	54,6	58,6	288,5	209,0
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,9	0,3	2,1	1,7	19,7	37,1	3,2	4,3	17,1	12,1
Croissance PIB réel (TAC, 2007-12, %)	-1,5	1,2	1,2	0,2	1,4	0,7	2,1	2,3	2,2	1,2
PIB réel par habitant (\$ 2007)	52 359	33 762	38 082	37 181	40 470	46 177	43 705	53 865	74 201	45 993
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2007-12, %)	-2,2	0,1	1,0	-0,1	0,4	-0,3	1,1	0,7	0,1	0,0
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	30 461	26 115	27 063	26 793	26 347	29 745	26 995	31 363	38 761	30 474
Croissance de l'emploi (TAC, 2007-12, %)	1,3	1,2	0,3	-0,3	0,8	0,7	1,0	1,3	1,5	0,8
Taux d'emploi (nov. 2013 %)	54,0	61,1	57,8	56,8	60,5	61,5	64,6	66,8	69,9	59,3
Indice d'inconfort (inflation + chômage, oct. 2013)	12,5	12,7	10,0	10,9	7,7	8,3	7,7	5,1	5,4	6,2
Production manufacturière (% du PIB)	3,1	8,9	8,4	10,3	13,7	12,7	10,0	6,0	7,2	6,7
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	43,0	69,4	69,3	63,4	57,6	56,2	57,4	40,7	41,0	64,0
Exportations (% du PIB)	35,7	18,5	19,4	50,0	25,8	32,9	26,4	41,6	31,8	21,5

Tableaux

Colombie-Britannique

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	197 072	199 270	194 214	200 628	205 958	208 961	211 364	216 530	222 593
	évolution (%)		1,1	-2,5	3,3	2,7	1,5	1,2	2,4	2,8
Nombre d'emplois	en milliers	2 223	2 266	2 218	2 257	2 275	2 313	2 310	2 334	2 361
	évolution (%)		3,5	2,0	-2,1	1,7	0,8	1,7	-0,1	1,1
Taux de chômage	(%)	4,3	4,6	7,7	7,6	7,5	6,7	6,6	6,5	6,6
Ventes au détail	en millions de dollars	57 110	58 010	55 585	58 549	60 405	61 565	62 581	64 933	67 260
	évolution (%)		7,2	1,6	-4,2	5,3	3,2	1,9	1,7	3,8
Mises en chantier	unités	39 195	34 321	16 077	26 479	26 400	27 465	26 500	25 800	24 000
	évolution (%)		7,6	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-3,5	-2,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,0	112,3	112,3	113,8	116,5	117,8	117,6	119,0	121,0
	évolution (%)		1,7	2,1	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,2	1,2

Alberta

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	259 087	263 515	252 811	264 164	277 940	288 548	297 926	309 676	320 639
	évolution (%)		1,7	-4,1	4,5	5,2	3,8	3,3	3,9	3,5
Nombre d'emplois	en milliers	1 991	2 054	2 025	2 017	2 094	2 150	2 211	2 265	2 306
	évolution (%)		3,9	3,1	-1,4	-0,4	3,8	2,6	2,8	2,4
Taux de chômage	(%)	3,5	3,6	6,6	6,5	5,5	4,6	4,6	4,4	4,1
Ventes au détail	en millions de dollars	61 528	61 668	56 546	59 910	64 005	68 452	72 993	77 171	81 222
	évolution (%)		9,9	0,2	-8,3	5,9	6,8	6,9	6,6	5,7
Mises en chantier	unités	48 336	29 164	20 298	27 088	25 704	33 396	36 600	36 800	34 500
	évolution (%)		-1,3	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	9,6	0,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,9	121,6	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	130,8	133,0
	évolution (%)		4,9	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	1,5

Saskatchewan

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	52 253	55 183	52 553	54 756	57 479	58 581	60 836	62 141	63 694
	évolution (%)		5,6	-4,8	4,2	5,0	1,9	3,9	2,1	2,5
Nombre d'emplois	en milliers	504	513	519	524	526	537	555	564	573
	évolution (%)		2,4	1,7	1,3	0,9	0,3	2,1	3,4	1,5
Taux de chômage	(%)	4,2	4,1	4,8	5,2	5,0	4,7	4,1	4,2	4,1
Ventes au détail	en millions de dollars	13 248	14 848	14 804	15 336	16 489	17 749	18 333	19 278	20 216
	évolution (%)		13,9	12,1	-0,3	3,6	7,5	7,6	3,3	5,2
Mises en chantier	unités	6 007	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	8 500	8 000	7 500
	évolution (%)		61,7	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-14,7	-5,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,2	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	125,6	128,3	131,5
	évolution (%)		2,9	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,1

Manitoba

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	52 253	55 183	52 553	54 756	57 479	58 581	60 836	62 141	63 694
	évolution (%)		5,6	-4,8	4,2	5,0	1,9	3,9	2,1	2,5
Nombre d'emplois	en milliers	504	513	519	524	526	537	555	564	573
	évolution (%)	2,4	1,7	1,3	0,9	0,3	2,1	3,4	1,5	1,7
Taux de chômage	(%)	4,2	4,1	4,8	5,2	5,0	4,7	4,1	4,2	4,1
Ventes au détail	en millions de dollars	13 248	14 848	14 804	15 336	16 489	17 749	18 333	19 278	20 216
	évolution (%)	13,9	12,1	-0,3	3,6	7,5	7,6	3,3	5,2	4,9
Mises en chantier	unités	6 007	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	8 500	8 000	7 500
	évolution (%)	61,7	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-14,7	-5,9	-6,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,2	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	125,6	128,3	131,5
	évolution (%)	2,9	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,1	2,5

Ontario

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	597 803	596 921	578 510	598 174	611 131	619 331	627 073	643 655	662 579
	évolution (%)		-0,1	-3,1	3,4	2,2	1,3	1,3	2,6	2,9
Nombre d'emplois	en milliers	6 564	6 666	6 502	6 610	6 731	6 784	6 882	6 969	7 048
	évolution (%)	1,8	1,6	-2,5	1,7	1,8	0,8	1,4	1,3	1,1
Taux de chômage	(%)	6,4	6,5	9,0	8,7	7,8	7,8	7,5	7,1	6,9
Ventes au détail	en millions de dollars	146 324	152 160	148 797	156 904	162 530	165 177	168 561	175 234	181 826
	évolution (%)	3,9	4,0	-2,2	5,4	3,6	1,6	2,0	4,0	3,8
Mises en chantier	unités	68 123	75 076	50 370	60 433	67 821	76 742	61 300	60 300	58 000
	évolution (%)	-7,2	10,2	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,1	-1,6	-3,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,8	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	125,0	127,3
	évolution (%)	1,8	2,3	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	1,6	1,9

Québec

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	305 874	311 626	309 683	316 886	322 442	327 161	330 596	336 692	342 214
	évolution (%)		1,9	-0,6	2,3	1,8	1,5	1,1	1,8	1,6
Nombre d'emplois	en milliers	3 834	3 880	3 848	3 915	3 954	3 984	4 031	4 077	4 119
	évolution (%)	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,0	0,8	1,2	1,1	1,0
Taux de chômage	(%)	7,2	7,2	8,5	8,0	7,8	7,8	7,6	7,5	7,3
Ventes au détail	en millions de dollars	90 403	94 809	93 736	99 551	102 505	103 648	105 417	108 584	112 398
	évolution (%)	4,5	4,9	-1,1	6,2	3,0	1,1	1,7	3,0	3,5
Mises en chantier	unités	48 553	47 901	43 403	51 363	48 387	47 367	37 500	34 500	34 000
	évolution (%)	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,8	-8,0	-1,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,4	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,4	125,8
	évolution (%)	1,6	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,4	1,9

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	27 869	28 125	27 811	28 381	28 460	28 146	28 216	28 499	28 898
	évolution (%)		0,9	-1,1	2,0	0,3	-1,1	0,3	1,0	1,4
Nombre d'emplois	en milliers	357	359	360	356	352	351	351	354	356
	évolution (%)		1,9	0,6	0,1	-1,0	-1,1	-0,2	0,8	0,5
Taux de chômage	(%)	7,5	8,5	8,8	9,3	9,5	10,2	10,5	10,3	9,9
Ventes au détail	en millions de dollars	9 415	10 028	10 105	10 608	11 118	11 041	11 129	11 497	11 798
	évolution (%)		6,2	6,5	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,8	3,3
Mises en chantier	unités	4 242	4 274	3 521	4 101	3 452	3 299	3 000	2 700	2 800
	évolution (%)		3,8	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-9,1	-10,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,3	113,2	113,5	115,9	120,0	122,0	122,8	124,7	127,2
	évolution (%)		1,9	1,7	0,3	2,1	3,5	1,7	0,7	1,5

Nouvelle-Écosse

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	33 907	34 625	34 753	35 806	36 029	35 990	36 404	37 168	38 023
	évolution (%)		2,1	0,4	3,0	0,6	-0,1	1,2	2,1	2,3
Nombre d'emplois	en milliers	448	452	451	452	453	456	455	459	465
	évolution (%)		1,6	0,9	-0,1	0,2	0,1	0,6	-0,2	0,9
Taux de chômage	(%)	7,9	7,7	9,2	9,3	8,8	9,0	9,0	8,7	8,3
Ventes au détail	en millions de dollars	11 639	12 121	12 141	12 692	13 146	13 274	13 571	14 012	14 513
	évolution (%)		4,3	4,1	0,2	4,5	3,6	1,0	2,2	3,2
Mises en chantier	unités	4 750	3 982	3 438	4 309	4 644	4 522	3 700	3 800	3 600
	évolution (%)		-3,0	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-18,2	2,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,5	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	126,5	128,5	131,2
	évolution (%)		1,9	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	1,6

Île-du-Prince-Édouard

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 620	4 658	4 678	4 783	4 829	4 901	4 960	5 030	5 085
	évolution (%)		0,8	0,4	2,2	1,0	1,5	1,2	1,4	1,1
Nombre d'emplois	en milliers	69	70	69	71	72	73	74	75	76
	évolution (%)		0,7	1,2	-1,4	3,0	1,9	1,1	2,1	1,1
Taux de chômage	(%)	10,3	10,7	12,0	11,1	11,4	11,3	11,3	10,9	10,7
Ventes au détail	en millions de dollars	1 624	1 707	1 687	1 777	1 873	1 934	1 974	2 052	2 126
	évolution (%)		7,4	5,1	-1,2	5,3	5,4	3,2	2,1	3,9
Mises en chantier	unités	750	712	877	756	940	941	670	700	600
	évolution (%)		1,6	-5,1	23,2	-13,8	24,3	0,1	-28,8	4,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,6	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	127,8	130,3	133,0
	évolution (%)		1,8	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,0	1,9	1,9

Terre-Neuve-et-Labrador

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	29 715	29 369	26 464	28 033	28 850	27 585	29 240	29 679	30 183
	évolution (%)		-1,2	-9,9	5,9	2,9	-4,4	6,0	1,5	1,7
Nombre d'emplois	en milliers	216	219	212	219	225	231	234	237	241
	évolution (%)	0,8	1,1	-3,0	3,4	2,7	2,3	1,3	1,5	1,5
Taux de chômage	(%)	13,5	13,2	15,5	14,4	12,7	12,5	11,5	11,6	11,3
Ventes au détail	en millions de dollars	6 535	7 019	7 124	7 446	7 841	8 200	8 557	8 875	9 220
	évolution (%)	8,6	7,4	1,5	4,5	5,3	4,6	4,4	3,7	3,9
Mises en chantier	unités	2 649	3 261	3 057	3 606	3 488	3 885	3 000	3 000	2 700
	évolution (%)	18,6	23,1	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-22,8	0,0	-10,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,1	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	125,8	128,0	130,6
	évolution (%)	1,4	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	1,5	1,7	2,1

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.